



HAL
open science

Insécurités dans la région du lac Tchad : où en est le pastoralisme et comment penser son développement ?

Charline Rangé

► **To cite this version:**

Charline Rangé. Insécurités dans la région du lac Tchad : où en est le pastoralisme et comment penser son développement ?. 2018. hal-01870604

HAL Id: hal-01870604

<https://hal.science/hal-01870604>

Submitted on 16 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Document d'orientation

Janvier 2018

INSÉCURITÉS DANS LA RÉGION DU LAC TCHAD

Où en est le pastoralisme et comment penser son développement ?

Charline RANGÉ, AgroParisTech, UMR Prodig

Depuis 2013, l'insurrection de Boko Haram et sa répression ont entraîné des bouleversements majeurs dans la région du lac Tchad.

Les pasteurs et leurs troupeaux, en particulier, ne peuvent plus circuler librement et n'ont plus accès à certains parcours. Hier au cœur d'une économie informelle et d'une intégration régionale « par le bas » très dynamiques, l'élevage pastoral connaît actuellement une crise inédite dans la région. Quelles en sont les caractéristiques ?

Comment penser son développement dans un tel contexte ?

Depuis 2013, dans le nord-est du Nigeria et à ses frontières, l'insurrection de Boko Haram et sa répression par les forces armées ont provoqué le déplacement forcé de plus de 2,6 millions de personnes et exposé plus de 6,3 millions d'individus à l'insécurité alimentaire. Avant cette crise, l'économie régionale tirait sa vigueur des circulations transfrontalières des hommes, du bétail et des produits vivriers, fondées sur les différentiels agroécologiques et démographiques. L'Etat nigérian du Borno polarisait les échanges et le lac Tchad constituait le principal pôle d'attraction démographique et de productions agro-halio-pastorales destinées aux marchés urbains

des quatre pays riverains. Le premier est devenu l'épicentre de la crise et le second un sanctuaire de l'insurrection. Dans ces conditions, la crise nigériane a rapidement pris une forte dimension régionale et économique. En 2017, la situation sécuritaire s'est améliorée, mais reste délétère (figures 1 et 2) et la crise économique se prolonge.

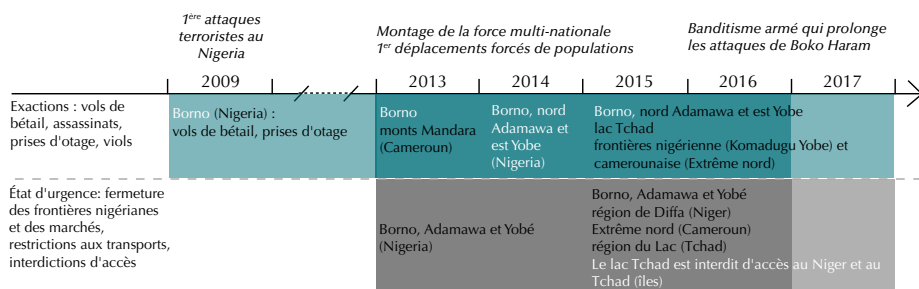


Figure 1. Chronologie des exactions et des mesures d'état d'urgence dans la région du lac Tchad.

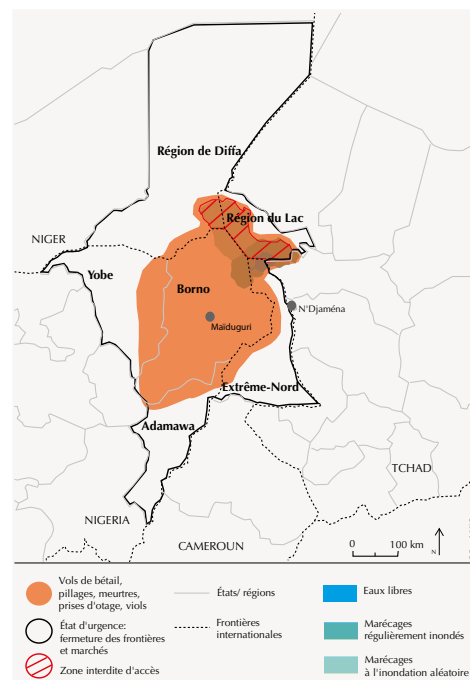


Figure 2. Exactions liées à Boko Haram et état d'urgence dans la région du lac Tchad en 2017.

Mobilités forcées et accroissement de la pression pastorale

Riche de multiples savoir-faire permettant la mise en valeur d'écosystèmes fragiles, depuis les parcours sahariens jusqu'aux parcours amphibies, la région du lac Tchad offrait, avant la crise, une grande diversité d'élevages. Dans les seuls pays francophones (Niger, Tchad, Cameroun), on recensait plus de 3 300 000 zébus, 4 750 000 petits ruminants et 600 000 camelins dans les régions directement affectées par l'insécurité¹.

Des systèmes pastoraux très résilients, créateurs d'emplois et de valeur (ceux du lac Tchad en particulier) coexistaient avec des systèmes beaucoup plus vulnérables face aux aléas climatiques. Depuis les années 1970, les péjorations climatiques et l'extension des surfaces cultivées motivaient une réorientation des mobilités vers les

zones humides de la région ou vers les pâturages plus méridionaux. Le lac Tchad en particulier attirait un nombre croissant d'éleveurs et fonctionnait comme zone refuge les années de sécheresse pour les éleveurs des régions périphériques. Il était devenu emblématique des potentialités de développement territorial fondé sur les complémentarités entre agriculture et pastoralisme (figures 3 et 4).

Depuis 2013, des parcours d'importance majeure en saison sèche ne sont plus accessibles. Les exactions de Boko Haram et des forces armées ont d'abord fermé ceux de l'Etat du Bornou et de ses périphéries (nord de l'Adamawa et est du Yobé au Nigeria, frontières camerounaise et nigérienne du Bornou où se situent les riches pâturages de décrue de la Komadougou Yobé). En 2015, les gouvernements nigériens et tchadiens ont évacué militairement les îles du lac Tchad afin de séparer les insurgés de la

population. Depuis, l'accès à la principale zone refuge de la région est interdit. Contraints en cela par la fermeture des frontières (au niveau des Etats nigériens de Yobé, du Bornou et de l'Adamawa), les éleveurs ont été forcés de réorganiser leurs mobilités : vers les Etats du centre du Nigeria, les plaines d'inondation du Logone au Cameroun ou la région de Zinder au Niger. D'autres les ont réduites en retenant leurs troupeaux dans l'arrière-pays ou sur les bordures du lac Tchad (figures 5 à 8).

Dans les pâturages d'accueil, la pression pastorale s'est parfois considérablement accrue. Pour de nombreux éleveurs, le coût de l'accès à l'eau et au fourrage a fortement augmenté. La sous-alimentation affaiblit les animaux, diminue les mises bas et la production de lait, et favorise, avec la concentration du bétail, la propagation des maladies. En matière de santé animale, les défaillances structurelles ont été aggravées par certaines mesures sécuritaires. Au Cameroun par exemple, les techniciens des services de l'élevage ont été contraints d'interrompre leurs activités faute de protection des forces armées sans laquelle il leur est interdit de se rendre dans la plupart des espaces de parcours.

Les mesures d'état d'urgence mettent à mal la résilience des systèmes pastoraux

Les mesures d'état d'urgence destinées à assécher les ressources de Boko Haram, adoptées en 2013 au Nigeria, et en 2015 dans les pays voisins, sont encore partiellement en vigueur en 2017. Ces mesures



Figure 3. Troupeaux peuls (mbororo) en transhumance au lac Tchad entre le Tchad et le Nigeria, Cameroun, 2012. © C. Rangé.

1. Sources : Lemoalle et Magrin (2014) pour la région de Diffa, au Niger, les régions du Lac et de Hadjer-Lamis, au Tchad. Enquête pastorale annuelle conduite en 2012 par le ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries animales pour la région de l'Extrême-Nord au Cameroun.

(fermeture des frontières et de marchés, restrictions aux transports, multiplication des contrôles) aggravent la crise de l'économie informelle régionale et mettent à mal la résilience des systèmes pastoraux en imposant d'importantes restrictions aux circulations des hommes et du bétail et en dégradant les conditions d'accès aux marchés. Le bétail volé étant une source majeure de ravitaillement des insurgés, le commerce du bétail est vite devenu un axe central de la stratégie d'endigement économique déployée par les Etats.

La dégradation des termes de l'échange (bétail contre céréales) et les difficultés d'accès au marché entretiennent les situations d'insécurité alimentaire parmi les éleveurs. La réorientation des circuits commerciaux du gros bétail – vers les marchés du sud du Cameroun, du Gabon, du Congo et de la Guinée équatoriale ou vers les marchés nigériens de Kano ou de Mubi en direction du sud – auparavant convoyé vers le marché de Maïduguri, dans l'Etat du Bornou, pour être redistribué dans les métropoles du sud du Nigeria n'a pas empêché l'effondrement des prix sur les marchés des pays francophones (figures 9 et 10). Les agroéleveurs ont, en outre, subi la chute des prix des produits agricoles destinés au Nigeria, tandis que les éleveurs nigériens ont été confrontés à l'augmentation, voire l'explosion, du prix des céréales sur les marchés de consommation. Dans les pays francophones, la baisse du prix des produits agropastoraux est d'autant plus grave que les effets de la crise de Boko Haram se manifestent dans un contexte de chute du naira et de crise économique au Tchad. La fermeture de nombreux marchés hebdomadaires et les contrôles d'identité ont en outre dégradé les conditions d'accès aux

marchés, y compris pour écouler le lait et pour s'approvisionner en céréales ou en aliment du bétail.

La fermeture des espaces d'accueil des migrants saisonniers pratiquant l'agriculture ou la pêche (terres de décrue et eaux libres du lac Tchad, parcelles irriguées le long de la Komadougou Yobé, plaines à sorgho repiqué et grands périmètres irrigués du Bornou) fragilise les systèmes de production de nombreux

agroéleveurs. Plus généralement, la crise de l'économie informelle basée sur les échanges de produits agro-halio-pastoraux hypothèque en grande partie les stratégies habituelles de survie des éleveurs et de reconstitution des troupeaux (report sur l'agriculture, la pêche ou le commerce, petits emplois urbains, aide de la parentèle installée en ville), aggravant et prolongeant là encore les situations d'insécurité alimentaire.



Figure 4. Campement peul (mbokolodji) sur une île du lac Tchad, à la frontière Nigeria-Cameroun, 2012. © C. Rangé.

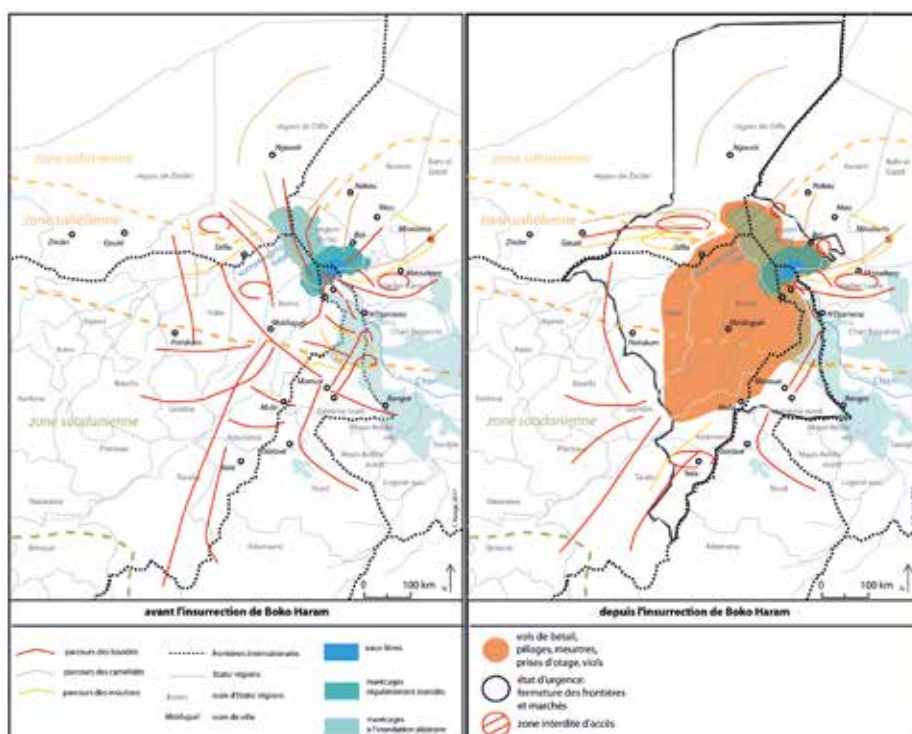


Figure 5. Mobilité pastorale dans la région du lac Tchad, avant et depuis l'insurrection de Boko Haram.



Figure 6. Troupeaux de zébus peul et de chameaux arabe mohamid contraints de rejoindre le département de Gouré, Niger, 2017. © M. Abdourahamani.



Figure 7. Troupeau boudouma contraint de se replier dans l'arrière-pays du lac, département de N'Guigmi, Niger, 2016. © H. Kiari Fougou.



Figure 8. Fourrage stocké dans un campement d'éleveurs boudouma, département de N'Guigmi, Niger, 2016. (© H. Kiari Fougou).

Des assauts de Boko Haram au banditisme rural : les sociétés pastorales menacées de paupérisation et de déstructuration

Vols de bétail, meurtres, viols, prises d'otages..., les populations pastorales ont été particulièrement victimes des exactions des insurgés de Boko Haram et des forces armées. Ces crimes, massifs dans l'Etat du Bornou, ont déstructuré les communautés pastorales. Au Nigeria, de nombreux éleveurs contraints par la perte de leur cheptel de quitter la vie pastorale se sont réfugiés en ville, à Maïduguri principalement, et certains ont rejoint les camps de réfugiés.

Phénomène inquiétant, un banditisme rural s'est développé qui prolonge les exactions des insurgés. Ce phénomène met en cause la capacité des Etats à procurer les services de sécurité dont les pasteurs ont besoin. Les vols de bétail constituent un facteur supplémentaire de vulnérabilité, les éleveurs risquant à tout moment de perdre le noyau reproducteur de leurs cheptels. Avant la crise, la région du lac Tchad était restée relativement peu affectée par les vols de bétail à main armée et les kidnappings d'enfants d'éleveurs, comparativement aux Etats du nord ouest du Nigeria, au sud du Tchad, et surtout à la région du Nord au Cameroun. L'implication des jeunes éleveurs dans ce phénomène témoigne d'une crise complexe des sociétés pastorales où s'entremêlent tensions intergénérationnelles, incertitudes foncières, recrudescence de l'insécurité, paupérisation et difficile accès à la citoyenneté. La déstructuration des sociétés pastorales sous le joug de l'insécurité constitue un

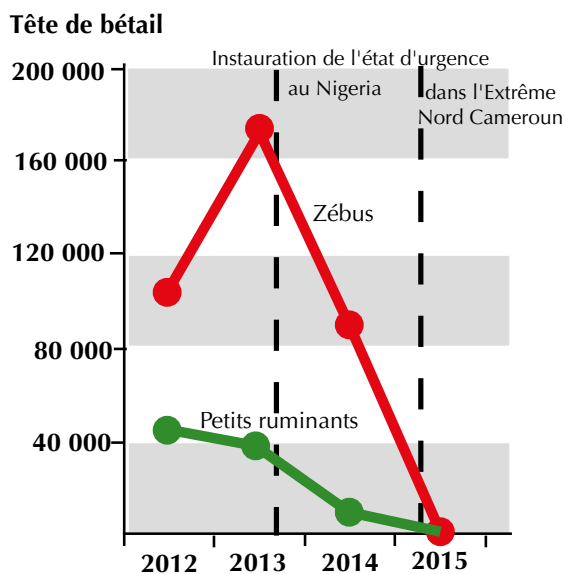


Figure 9. Evolution des effectifs circulant entre le Tchad et le Nigeria dans l'Extrême-Nord du Cameroun. (Source : Délégation régionale de l'élevage, des pêches et des industries animales)

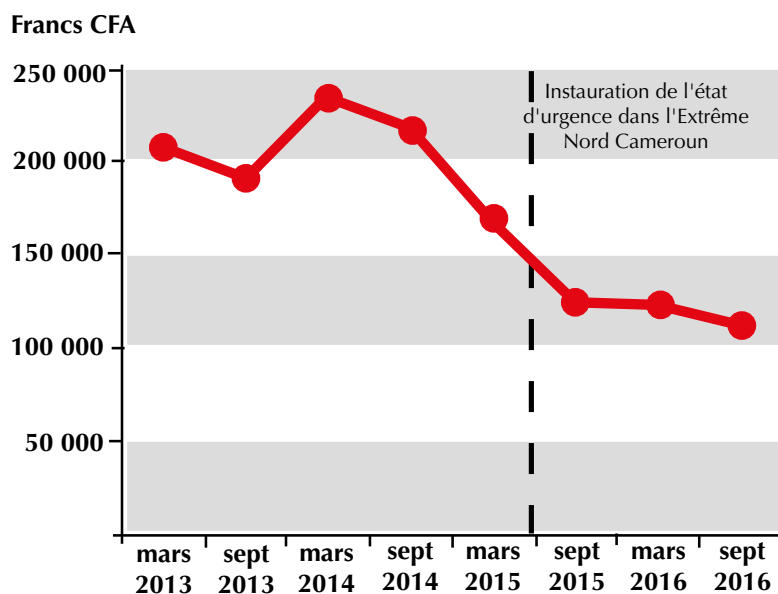


Figure 10. Evolution du prix du zébu sur le marché de Maroua, Extrême-Nord du Cameroun. (Source : Délégation régionale de l'élevage, des pêches et des industries animales).

facteur favorable à l'engagement des jeunes pasteurs dans les filières criminelles.

Une réponse trop limitée des gouvernements et de l'aide internationale

Réponse tardive, problème de ciblage et faiblesse de l'articulation avec les stratégies pastorales sont autant d'écueils de la réponse humanitaire aux crises pastorales, déjà identifiées dans la région lors des sécheresses de 2005 et 2010 et qui se sont répétées. S'ajoute à cela un manque de volontarisme dans la réponse des gouvernements (Cameroun, Nigeria) qui s'explique par la crainte de nourrir l'insurrection en appuyant la production pastorale et par une méfiance envers les communautés d'éleveurs suspectées d'alimenter l'insécurité.

Les acteurs de l'aide humanitaire n'ont été opérationnels dans la région qu'à partir de 2015. Malgré le déploiement massif des organisations, les éleveurs ont d'autant moins bénéficié de l'aide que la

dispersion des projets s'est traduite par un « saupoudrage » et d'importantes inégalités d'accès. L'aide alimentaire a peu atteint les campements d'éleveurs. Les appuis ciblés sur l'alimentation et la santé animale, largement insuffisants, ont surtout profité à ceux qui disposaient d'une résidence fixe dans la région. Les opérations de recapitalisation, peu adaptées et très limitées, n'ont eu que peu d'impacts. La question de la commercialisation des produits pastoraux, pourtant au cœur de la crise, n'a jusqu'à présent pas été prise en charge.

Les tensions foncières : des insécurités structurelles réactualisées

L'insécurité foncière constitue un facteur majeur de vulnérabilité pour les pasteurs. Dans la région du lac Tchad, la multiplication des conflits entre éleveurs et avec les agriculteurs témoigne des difficultés de la gouvernance foncière locale à stabiliser de nouveaux ar-

rangements institutionnels en réponse aux transformations rapides des territoires (densification agricole, arrivée de nouvelles populations d'éleveurs, investissements agropastoraux des entrepreneurs urbains, démocratisation et décentralisation, exploitation pétrolière, aires protégées, etc.). Dans la région de Diffa au Niger, où s'articulent conflits fonciers et lignes de fracture politique, l'accès à l'eau est un élément majeur de tension entre éleveurs. Durant la rébellion toubou des années 1990 en particulier, la concurrence pour le contrôle des puits publics a alimenté un grave conflit intercommunautaire armé alors que l'Etat avait laissé se former des milices d'éleveurs peuls et arabes pour combattre à ses côtés la rébellion.

La crise liée à l'insurrection de Boko Haram a déclenché de nouveaux conflits meurtriers entre éleveurs au Niger. Ces conflits opposent les communautés agro-halio-pastorales boudouma, qui revendiquent la reconnaissance de leur statut d'autochtones sur les territoires

lacustres, et les communautés pastorales peules et arabes, avec pour enjeu le contrôle des ressources lacustres (pâturages, terres agricoles). Le refus de l'Etat nigérien de soutenir la reformation de milices communautaires d'éleveurs instrumentalisant l'insurrection a néanmoins permis de limiter la montée en puissance de la violence. Ailleurs dans la région, l'accentuation de la pression pastorale dans les pâturages d'accueil a renforcé les tensions foncières entre éleveurs et avec les agriculteurs, sans toutefois prendre de tournure meurtrière. D'une manière générale, les déplacements massifs de populations et la militarisation/ « miliciarisation » des modes de gouvernance locale font peser une forte incertitude sur les évolutions foncières.

Au Nigeria, la descente forcée des éleveurs vers les pâturages du sud de l'Adamawa et des Etats du centre du pays risque d'aggraver les tensions dans des territoires où l'articulation des tensions foncières aux tensions politiques ethnoreligieuses urbaines conduit déjà, depuis une dizaine d'années, à une multiplication très inquiétante des conflits agropastoraux meurtriers.

Construire une vision partagée du pastoralisme à l'échelle régionale

Pour les gouvernements du Cameroun et du Nigeria, la crise de Boko Haram renforce la perception de mobilités pastorales facteur d'insécurité. Au Nigeria, les pasteurs peuls sont suspectés par certaines catégories de la population, de l'administration et des politiques d'alimenter directement les contingents de Boko Haram. Pourtant, les éleveurs ont été massivement victimes des exactions et les communautés pastorales ne portent pas de revendications spécifiques à travers l'in-

urrection. Au-delà de Boko Haram, la multiplication des conflits agropastoraux meurtriers dans le centre du Nigeria et l'instrumentalisation politique de la question pastorale peule conduisent à une véritable remise en cause du pastoralisme dans ce pays: velléités du gouvernement de déposer auprès de l'Union africaine des propositions visant à interdire les mobilités transfrontalières; promulgation de lois contre le libre pâturage (anti-open grazing) dans certains Etats du centre du pays; promotion du ranching en remplacement du pastoralisme dans le dernier document de politique agricole. De nombreux travaux ont pourtant démontré les limites économiques de ces systèmes d'élevage dans ces milieux et leurs effets excluant au regard de l'accès aux ressources naturelles.

Décréter la nécessité d'en finir avec le pastoralisme serait au contraire le plus sûr moyen de paupériser les sociétés pastorales, d'inciter les jeunes pasteurs à se recycler dans le banditisme rural et de contraindre les éleveurs à s'armer. Soutenu par des politiques publiques appropriées, le pastoralisme dans la région du lac Tchad peut au contraire constituer:

- un facteur d'intégration en procurant des emplois et des revenus aux jeunes générations;
- un facteur de sécurité en occupant les périphéries (espaces sahariens, intérieur du lac Tchad);
- un moyen de concilier production et préservation des écosystèmes fragiles et un facteur de développement territorial, comme l'illustre avec force le dynamisme de l'économie du lac Tchad avant la crise.

Avant la crise, les visions du pastoralisme portées par les pays riverains présentaient déjà des dif-

férences fortes. Seul le Niger avait ainsi reconnu le rôle du pastoralisme dans le développement par l'adoption d'une loi pastorale. Au Tchad, les avancées dans ce sens avaient été suivies de reculs, le chef de l'Etat ayant annulé l'adoption par la majorité parlementaire d'un projet de code pastoral en 2014. D'une manière générale, les politiques publiques pâtissent d'un manque criant d'intégration régionale. Minée par les relations conflictuelles entre le Nigeria et ses voisins camerounais et tchadiens, la commission du bassin du lac Tchad est restée peu opérationnelle. Les pays sont par ailleurs dispersés entre différentes institutions régionales (Cedeao/Cemac, CILSS, G5 Sahel, etc.). Les déclarations de N'Djaména et de Nouakchott de 2013, qui reconnaissent le rôle du pastoralisme et des mobilités transfrontalières dans le développement et la sécurité, n'ont ainsi engagé que le Niger et le Tchad, en tant que pays sahélo-sahariens. Depuis 2013, ce nouveau contexte sécuritaire a incité les institutions d'aide à financer de nombreux projets et programmes de soutien au pastoralisme sahélien, au risque d'une prolifération d'initiatives insuffisamment coordonnées. Pour prévenir ce risque et optimiser sur le long terme la mise en avant du pastoralisme à l'agenda de l'aide au Sahel, une politique régionale concertée est nécessaire.

Face au caractère aigu et transfrontalier de la crise actuelle, la mise en place de cadres de concertation au sein et entre les quatre pays riverains constitue une première étape prioritaire vers la construction d'une vision partagée du pastoralisme à l'échelle des circuits réels des mobilités animales, des échanges de produits et de services d'élevage.

De l'urgence au développement : propositions de pistes d'action

Pour sortir de la crise pastorale, il est urgent de:

- mettre en œuvre des dispositifs permettant d'améliorer les conditions de commercialisation des produits pastoraux pour les éleveurs affectés (in)directement par l'insécurité;
- rétablir et sécuriser l'accès aux pâturages du lac Tchad et de la Komadougou Yobé;
- investir massivement dans l'aide alimentaire et dans les projets de santé animale et d'accès facilité aux fourrages et aux aliments du bétail dans les espaces d'accueil des mobilités pastorales forcées;
- engager d'importants efforts dans la construction d'un système de suivi et d'alerte précoce pour la région du lac Tchad avec pour objectif une meilleure articulation aux stratégies pastorales et aux questions de sécurité. Cela implique de produire dès à présent et dans les quatre pays riverains des connaissances sur les réponses apportées par les éleveurs à la crise en partenariat avec les acteurs du développement pastoral.
- impliquer les organisations de pasteurs en place dans la mise en œuvre des actions de développement et de reconstruction;
- dans un contexte de fortes tensions foncières et de velléités d'instrumentalisation de l'insurrection, accompagner les initiatives de dialogue entre acteurs et communautés pour contrer les tentatives d'exclusion foncière et la montée en puissance de la violence;
- instituer des cadres régionaux de concertation, à l'échelle des quatre pays riverains, sur la circulation transfrontalière du bétail et des produits d'élevage

UN PATRIMOINE ANIMAL ET UN CAPITAL DE SAVOIR-FAIRE EN DANGER ?

Dans la réponse à la crise, une attention particulière mériterait d'être apportée aux enjeux de patrimoine animal et de biodiversité et, cela va de pair, au riche capital de savoir-faire pastoraux de la région du lac Tchad, depuis les éleveurs de chameaux qui conduisent leurs troupeaux aux marges du Sahara jusqu'aux pasteurs boudouma, mais aussi peuls, arabes et kanembou, qui ont appris à leurs animaux à se mouvoir dans l'eau pour valoriser, en le préservant, le riche écosystème du lac Tchad.

Aujourd'hui, les éleveurs insulaires paient un lourd tribut à la crise, entre les vols de bétail et l'obligation d'évacuer les pâturages des îles. Avec sa robe blanche et ses cornes en formes de bulbe, la race qu'ils élèvent, la vache Kouri, est emblématique du lac Tchad. On a longtemps attribué une fonction de flotteur à ces cornes si atypiques tant ces vaches nagent avec aisance d'îles en îles à la recherche du meilleur pâturage. Cette race endémique, très bien adaptée au milieu lacustre, présente les

avantages d'une fécondité précoce, de bonnes performances laitières et de grandes qualités bouchères. En tant que race pure, elle est pourtant menacée de disparition. Présente en faible effectif (quelques dizaines de milliers de têtes), elle fait l'objet de croisements depuis les années 1970. Après les grandes sécheresses, il s'agissait de reconstituer au plus vite les troupeaux; depuis, il s'agit d'améliorer les aptitudes de cette piètre marcheuse afin de répondre à la nécessité, toujours plus grande au regard de la croissance des cheptels et de l'extension des surfaces cultivées, d'allonger les parcours de saison des pluies en dehors du lac. Différents programmes de sauvegarde et d'amélioration de la race ont été mis en œuvre depuis longtemps, à Nguigmi (Niger), Baga Kawa (Nigeria) et Bol (Tchad), où un centre de sauvegarde de la race a été créé en 2003. Au-delà des seules questions de phénotype et de performances zootechniques, l'enjeu est bien d'intégrer les dimensions socio-économiques de l'élevage insulaire à ces programmes.



Figure 11. Bœuf Kouri sur le marché de Bol, Tchad. © R. Mugelé.

A plus long terme, faire du pastoralisme un facteur de paix et de développement suppose de :

- pérenniser des cadres de concertation régionaux qui regroupent les quatre pays riverains pour construire et opérationnaliser une vision partagée du pastoralisme;
- investir massivement dans les services aux éleveurs (santé animale, accès aux marchés, sécurité, santé humaine, éducation);
- améliorer les perspectives socio-économiques des jeunes pasteurs en considérant la diversification des systèmes d'activités des

groupes familiaux, leur connexion aux espaces urbains ainsi que les solidarités et tensions au sein de ces groupes;

- sécuriser les mobilités pastorales en investissant dans des programmes d'hydraulique pastorale pensés comme des outils de gouvernance foncière et intégrés dans les politiques locales (hydraulique villageoise, service de santé de base, etc) et en faisant de la régulation des conflits fonciers un enjeu majeur de développement;
- améliorer l'accès des populations pastorales à la citoyenneté en

favorisant leur représentation politique, leur participation à la gouvernance locale et leur accès aux services de base;

- intégrer l'élevage pastoral dans la définition des plans d'aménagement et de développement aux différentes échelles. L'intérêt économique et social des grands projets agricoles doit être mieux évalué au regard des enjeux d'inclusion des populations locales, en particulier des éleveurs, et des potentialités de développement de l'agriculture familiale et du pastoralisme.

POUR EN SAVOIR PLUS

Higazi A., Yousuf Z., 2017. *From cooperation to contention: Political unsettlement and farmer-pastoralist conflicts in Nigeria*. Londres, Conciliation Resources, PSRP Briefing Paper n. 15, 19 p.

Lemoalle J., Magrin G. (dir.), 2014. *Le développement du lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles*. Marseille, IRD, 216 p.

Magrin G., Lemoalle J., Pourtier R. (dir.), 2015. *Atlas du lac Tchad*. Paris, Passages, 225 p.

Magrin G., Pérouse de Montclos M.A. (dir.), (à paraître). *La région*

du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram : crise et enjeux de développement. Paris, AFD.

Seignobos C., 2015. Boko Haram et le lac Tchad : extension ou sanctuarisation? *Afrique contemporaine*, 255 (3) : 93-120.

Sutter P., 2016. *Évaluation des besoins pastoraux suite à la crise Boko-Haram Camroun-Tchad*, FAO, 47 p.

Thébaud B., 2002. *Foncier pastoral et gestion de l'espace au Sahel : Peuls du Niger oriental et du Yagha burkinabé*. Paris, Karthala, 318 p.

A PROPOS DE L'AUTEUR

Géographe et socio-économiste, Charline Rangé est chercheuse rattachée à l'UMR Prodig, AgroParisTech. Sa thèse de doctorat (AgroParisTech, 2016) portait sur le multi-usage de l'espace (agriculture, élevage, pêche) et la gouvernance des ressources naturelles dans la partie camerounaise du lac Tchad. Elle a participé aux deux expertises pluri-disciplinaires conduites sur la région du lac Tchad en accompagnement de l'action publique: « Préservation du lac Tchad: contribution à une stratégie de développement durable du lac » (IRD/CBLT-FFEM-AIRD, 2014) et « La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram: crise et enjeux de développement » (IRD/AFD, 2017).

charline.range@gmail.com

Les propos n'engagent que les auteurs

DOCUMENT D'ORIENTATION

L'Équipe sous-régionale de la FAO pour la Résilience en Afrique de l'Ouest et au Sahel (REOWA), saisissant l'opportunité de l'atelier régional « Sécurité alimentaire et résilience aux changements climatiques au Sahel et en Afrique de l'Ouest », a initié une collaboration avec la direction régionale Afrique de l'Ouest - Zone sèche du Cirad. Ce partenariat vise à renforcer les synergies d'actions dans le cadre de projets et d'études sur le renforcement de la résilience des communautés sahéniennes face aux chocs et au changement climatique.

Le nexus pastoralisme – paix – sécurité alimentaire est rapidement ressorti comme un des axes de travail d'intérêt commun. Les acquis dans le domaine sont importants. A titre d'exemple, les résultats et leçons apprises du Pôle Pastoralisme et Zones Sèches (www.ppps.org), l'analyse des besoins des pasteurs au Tchad et au Cameroun, dans le contexte de la crise du bassin du Lac Tchad (FAO, 2017), les notes aux décideurs élaborés en 2016 – 2017 dans le cadre du PRAPS, sont autant d'initiatives riches d'enseignements.

Cependant, malgré ces nombreux acquis, les besoins en matière de recherche, de production et diffusion d'informations et de conseils stratégiques demeurent très importants.

C'est donc dans l'objectif d'étayer davantage ces connaissances que trois notes aux décideurs supplémentaires ont été conjointement élaborées et publiées par la FAO et le Cirad. Elles visent à orienter et éclairer les actions des organisations régionales, des Etats et des partenaires clés en matière de pastoralisme dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest.